

## **Les mobilisations universitaires 1968-2023**

**Vincent Lebrou, Stefan Neuwirth, Michel Savaric**

À partir de 1968, le monde académique dans son ensemble devient un terrain de luttes important et l'université de Franche-Comté ne fait pas exception. Les grandes mobilisations étudiantes, comme celle contre le projet de loi Devaquet de novembre-décembre 1986, contre le contrat « première embauche » (CPE) de mars-avril 2006, sans oublier les manifestations contre la réforme des retraites de mars 2023, ont jalonné l'histoire récente de l'établissement. Les deux principaux motifs de contestation sont les réformes touchant au fonctionnement des universités et aux politiques sociales (code du travail, retraites).

Ces manifestations se caractérisent par une diversité d'acteurs. En décembre 1988, l'*Est républicain* qualifie la faculté des lettres de la rue Mégevand de « seule boîte de France qui n'a jamais repris (complètement) le travail depuis mai 68<sup>1</sup> ». Mais il serait faux de penser que l'UFR SLHS est la seule à connaître des grèves. Les autres composantes se mobilisent également. De mars à mai 1983, les étudiants de médecine et de pharmacie sont en grève contre la réforme de l'internat. En mars 1994, les étudiants des IUT, y compris ceux de Belfort et de Montbéliard, mènent avec les élèves de BTS une grève qui s'avère victorieuse contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP). Une manifestation de 5000 jeunes devant le palais des sports de Besançon retarde même le début de la coupe Davis. L'année suivante, en mars 1995, les étudiants de STAPS sont en grève contre la limitation des places au CAPEPS.

Le personnel se mobilise également, avec ou sans les étudiants. En mai-juin 1984, les enseignants-chercheurs, opposés au décret qui réforme leur statut, pratiquent, à l'appel du SNESUP et du SGEN-CFDT, la grève des surveillances et la rétention des notes. En lettres, les examens de juin doivent être reportés en septembre, provoquant colère et incompréhension chez les étudiants.

En 2008-2009, les enseignants-chercheurs mènent la grève pendant un semestre entier contre le projet de modulation des services et la mastérisation de la formation des enseignants, avant d'élargir leurs revendications au retrait de la loi « libertés et responsabilités des universités » (LRU). L'IUFM de Lons-le-Saunier s'invite au conseil d'administration pour demander le blocage des maquettes. À La Bouloie, l'UFR ST est bloquée par les étudiants pendant de longues semaines. Fait inhabituel, un village autogéré campe sur les pelouses du campus de l'UFR SJEPG.

En dehors des grands mouvements nationaux, des luttes locales se développent. En novembre-décembre 1990, l'UFR SLHS connaît un grave manque de locaux pour accueillir ses étudiants toujours plus nombreux. Un bâtiment désaffecté de la rue Goudimel, autrefois hôtel du Saint-Esprit puis ancien poste de police, est occupé pendant un mois après la fin d'un grand mouvement lycéen. L'UFR en obtient l'usage pendant l'année universitaire 1991-92, mais le bâtiment reviendra finalement à la présidence de l'université. En avril 1994, alors que le mouvement contre le CIP a pris fin au niveau national, la lutte se poursuit à l'uFC pour protester contre la mise sous tutelle par le rectorat. Les UFR ST et SJEPG rejoignent SLHS dans la grève.

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Govignaux, « Fac des lettres : la grève éternelle », *Est républicain*, 27 décembre 1988.

En règle générale, bien que les instances de l'université n'apprécient guère les mobilisations estudiantines, une certaine tolérance prévaut. Quand, en mars 1994, le président Michel Woronoff est séquestré une nuit à Goudimel, il ne porte pas plainte. Mais cela change à partir des années 2010. L'occupation du conseil d'administration du 14 février 2017, par une vingtaine d'étudiants et étudiantes opposés à la sélection en master, se solde par une demande d'intervention de la police, une évacuation musclée, des gardes à vue de 24 à 45 heures et des poursuites judiciaires. Par la suite, un sas sécurisé est installé à l'entrée de la Présidence par crainte que de tels événements se reproduisent.

Les présidents manifestent parfois : Pierre Lévêque contre l'insuffisance des moyens en 1977 et 1978, Michel Woronoff en 1995 pour demander des postes supplémentaires, Claude Condé en 2009 pour l'abrogation de la LRU mais à Paris ! Ce dernier fait voter, quelques semaines plus tard, le passage anticipé aux responsabilités et compétences élargies. À partir de cette date, plus aucun président ne manifeste publiquement aux côtés des étudiants et du personnel de son université.

Plus souvent, les directeurs de composantes initient les contestations. À la rentrée 1988, face au manque de salles et de postes en SLHS, Pierre Lévêque procède au tirage au sort des cours qui peuvent avoir lieu. L'occupation de Goudimel en 1990 est menée par Jean-Philippe Massonie. Le même, confronté à l'impossibilité de payer les heures complémentaires, suspend tous les cours en avril 1995. En décembre 2008, la direction de l'IUT Besançon-Vesoul, inquiète des conséquences de la LRU sur son autonomie, convoque une assemblée générale des étudiants qui se lancent dans la grève. Même les Vésuliens s'y engagent et viennent manifester à Besançon. En novembre 2016, André Mariage informe la communauté universitaire de SLHS d'un projet de suppression des formations à petits effectifs. Il s'ensuit un puissant mouvement marqué par une confrontation avec le président Jacques Bahi à la Maison de l'université qui aboutit au maintien des formations menacées.

Ces mobilisations témoignent de la vitalité intellectuelle et politique de l'université de Franche-Comté depuis la fin des années 1960. Elles ont largement contribué à façonner l'image de l'établissement et à inscrire ce dernier dans le paysage régional.

### **Chronologie**

**06 1969** Échauffourée devant le Kursaal, siège du tribunal de police, lors du procès d'étudiants qui avaient fait des graffitis sur des bâtiments publics, manifestation contre la répression policière.

**01 1970** Séquestration du directeur du CROUS par une cinquantaine d'étudiants protestant contre l'augmentation des loyers.

**04 1970** Suspension des cours à la faculté des lettres à l'instigation du comité transitoire de gestion, contre l'insuffisance des locaux.

**02 1971** Grève intersyndicale des personnels pour dénoncer le décalage entre besoins et dotations.

**02 1972-03 1972** Manifestations et grève contre le projet de centres de formation professionnelle des maîtres (CFPM).

**03 1973-04 1973** Grève lycéenne et étudiante contre la suppression des sursis et la mise en place du DEUG.

04 **1976** Grève étudiante contre la réforme du second cycle, grève administrative des assistants.

02 **1977** Manifestation à l'appel du conseil d'administration pour des moyens supplémentaires.

12 **1977** Manifestations contre l'expulsion d'un étudiant marocain.

04 **1978** Manifestation à l'appel du conseil d'administration contre la mise sous tutelle par le rectorat.

10 **1978-11 1978** Grève des assistants de lettres et de droit contre les menaces de licenciement, manifestations des étudiants d'EPS (éducation physique et sportive) contre le plan « Soisson ».

03 **1979-04 1979** Manifestations et grève des étudiants de médecine contre la réforme « Veil » des études médicales.

12 **1980-01 1981** Grève et manifestations contre la suppression de nombreuses formations, principalement en SLHS.

06 **1982** Grève administrative des assistants de droit et de lettres.

03 **1983-05 1983** Grève des étudiants en médecine et pharmacie contre la réforme de l'internat.

05 **1984-06 1984** Grève des examens par les enseignants-chercheurs contre la réforme de leur statut.

11 **1986-12 1986** Mouvement contre le projet Devaquet.

12 **1987** Manifestations et grève étudiante pour protester contre l'insuffisance de moyens et de locaux.

10 **1988-12 1988** Tirage au sort des cours à l'UFR SLHS, manifestations et nettoyage des locaux par les étudiants.

11 **1990-12 1990** Occupation de Goudimel.

11 **1993** Grève et manifestations des étudiants en STAPS contre la réduction du nombre de postes au CAPEPS.

03 **1994-05 1994** Grève et manifestations étudiantes contre le CIP et contre la mise sous tutelle par le rectorat.

02 **1995** Grève des étudiants en STAPS, manifestations contre le rapport Laurent.

04 **1995** Suspension des cours en SLHS.

12 **1995** Mouvement contre le plan Juppé.

12 **1997** Grève des étudiants de l'IUT.

03 **1998-04 1998** Occupation par les étudiants de SLHS d'un bâtiment désaffecté pour la création d'une maison des étudiants.

12 **1998** Manifestations de précaires, grève et manifestations des étudiants de STAPS qui recouvrent de paille le sol des trois étages de la présidence et enrobent le lustre de papier toilette.

10 **2000** Manifestations des étudiants en soins infirmiers pour la revalorisation de leur statut.

04 **2002** Manifestations en réaction à l'arrivée du candidat FN au second tour de l'élection présidentielle.

11 **2002** Manifestation des étudiants en médecine contre la réforme de l'internat.

12 **2002** Invasion de la salle du conseil et blocage du conseil d'administration contre le LMD (réforme « licence-master-doctorat »).

02 **2003** Blocage du conseil d'administration contre le LMD.

11 **2003** Manifestation des étudiants en soins infirmiers.

12 **2003** Grève et blocage de l'UFR SLHS contre le LMD.

03 **2004** Grève et manifestations des étudiants en STAPS contre la réduction des places au CAPEPS.

- 02 **2006** Manifestations contre l'expulsion d'un étudiant libérien débouté du droit d'asile.
- 02 **2006-04 2006** Mouvement anti-CPE.
- 11 **2007** Blocage de l'UFR SLHS contre la loi LRU.
- 09 **2008** Occupation de la résidence Canot du CROUS en travaux depuis quatre ans.
- 01 **2009-06 2009** Mouvement des enseignants-chercheurs contre la modulation des services et la mastérisation qui se transforme en mouvement contre la LRU.
- 11 **2010** Blocage de l'UFR SLHS contre la réforme des retraites.
- 04 **2011** Contre-G8 des universités à Besançon et Dijon, relocalisation du G8 des universités à Paris.
- 05 **2014** Grève des informaticiens contre le retrait de la prime de fonctions informatiques.
- 03 **2016-06 2016** Mobilisation contre la loi Travail.
- 11 **2016-12 2016** Mobilisation de l'UFR SLHS contre la suppression des formations à petits effectifs.
- 02 **2017** Occupation du conseil d'administration de l'Université contre la sélection en master.
- 02 **2018-05 2018** Mouvement contre Parcoursup, entrée de l'UFR SLHS filtrée par des vigiles.
- 03 **2020** Mobilisation contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche.
- 03 **2023-04 2023** Mouvement contre la réforme des retraites à l'UFR SLHS et à La Bouloie.



Dernière AG en lettres contre le DEUG et la loi Debré en mai 1973, présence de Jean-Luc Mélenchon, étudiant à l'UFR SLHS

**Nouvelle manifestation cet après-midi à Besançon**

## La préfecture « enchaînée » par les étudiants en grève

**BESANCON.** – Manifestation cet après-midi pour les travailleurs universitaires mobilisés avec détermination depuis le début de la semaine dans les faces de lettres et d'effort pour pousser contre la situation matérielle des locaux universitaires et contre le budget jugé insuffisant.

Manifestation tentée depuis hier et au cours de la semaine. Ils ont organisé une vaste opération de sensibilisation de leur mouvement auprès des étudiants non-généralistes, que des lycéens ont également manifesté.

Les étudiants français ont décidé d'envoyer à Paris une des leurs, une de leurs et une de leurs pour tenter de reconnaître une coopération nationale. Ils souhaitent que toutes les écoles soient reconnues par le ministre de l'Éducation nationale et par le président de la République Valéry Giscard d'Estaing en même temps que les universités régionales.

La préfecture de la manifestation de cet après-midi a donné lieu hier après-midi à une chaîne humaine autour de la préfecture. Plus de six cents étudiants ont participé à cette démonstration de solidarité dans la manifestation.

Enfin, des étudiants gervaisiens, qui avaient choisi le mode de la défection pour exprimer, regroupés au sein d'une commission intitulée « Les coteries du monde », ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale et par le président de la République Valéry Giscard d'Estaing en même temps que les universités régionales.

Dans la droite ligne de ce type d'actions visant à populariser leur mouvement, les étudiants envisagent de distribuer dans toutes les facultés de lettres de France des lettres de l'ouverture du Marché unique européen en 1992 et un effort d'effort pour valoriser l'enseignement supérieur français.

Les hauts de calendrier ont voulu que le mouvement de Besançon, Robert Schuman, organise une conférence de presse à laquelle il aura suivi l'ensemble des directeurs d'UFR et de l'UT de la région orientale pour souligner les investissements réalisés par la ville depuis plus de trente ans en faveur de l'université. Ce qui nous amène à dire que c'est une ville qui a dépensé le plus d'argent par tête d'étudiant à dire à l'État de Besançon un effort.



*Il était près de six cents étudiants à constituer les maillons de la chaîne humaine autour de la préfecture à Besançon.* (Photo Michel BRIGNOT)

*Au centre ville l'arche revendicative était souriante et lumineuse.* (Photo Jacques CHARLES)

**Est républicain, 10 décembre 1987**



**Mouvement de 2006**



**Mouvement de 2009**



Mouvement de 2023